

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 17/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STEARINERIE DUBOIS

6 boulevard A. Sembat
BP 186
38000 Grenoble

Références : -

Code AIOT : 0010000625

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/11/2025 dans l'établissement STEARINERIE DUBOIS implanté Route de la Creuse Scoury 36300 Ciron. L'inspection a été annoncée le 13/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi des tours aéroréfrigérante (TAR)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEARINERIE DUBOIS
- Route de la Creuse Scoury 36300 Ciron
- Code AIOT : 0010000625

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Stéarinerie Dubois est spécialisée dans la fabrication d'ester. La production de l'entreprise est orientée vers 4 secteurs d'activité : la cosmétique (55%), la pharmaceutique (25 %), l'alimentaire (10 %) et les spécialités fonctionnelles (10 %).

L'entreprise emploie entre 120 et 130 personnes, sa production est exportée à 60 % hors Europe.

Les activités de l'établissement sont encadrées par plusieurs rubriques de la nomenclature des installations classées et elles sont soumises à différents régimes :

- rubrique 3410-b : fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures oxygénés (Autorisation) ;
- rubrique 2915-1a : chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides (Enregistrement) ;
- rubrique 2921-1a : installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique (Enregistrement - mais suite au courrier du 18 aout 2025, classement au régime de la déclaration) ;
- rubrique 4331-2 : liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 (Enregistrement) ;
- rubrique 2910-A2 : combustion (Déclaration et Contrôles périodiques) ;
- rubrique 4510-2 : dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 (Déclaration et Contrôles périodiques) ;
- rubrique 4130-2b : toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation - substances et mélanges liquides (Déclaration) ;
- rubrique 4441-2 : liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3 (Déclaration) ;
- rubrique 4725-2 : oxygène - numéro CAS 7782-44-7 (Déclaration) ;

Les thématiques principales de la présente inspection étant le contrôle des tours aéroréfrigérantes, pour sa visite l'inspection des installations classées s'est principalement appuyée sur le texte réglementaire suivant :

- l'arrêté ministériel du 14/12/2013, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	AP Complémentaire du 20/04/2022, article 2	Sans objet
2	surveillance et formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.1	Sans objet
3	connaissance des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.3	Sans objet
4	analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 a)	Sans objet
5	procédure d'arrêt immédiat	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 c)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	redémarrage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 c)	Sans objet
7	fréquence d'analyses	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 a)	Sans objet
8	résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 d)	Sans objet
9	bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 V	Sans objet
10	contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.2	Sans objet
11	cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 2.10	Sans objet
12	réserve de produits de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/04/2022, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature
Prescription contrôlée : La nature et le volume des rubriques pour lesquelles le site relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sont récapitulés dans le tableau suivant: [...]
Constats : Par courrier en date du 18 août 2025, l'exploitant signale à l'inspection la suppression de la TAR 903. Il reste actuellement sur le site en fonctionnement la TAR 904b qui a une puissance de 2 613 kW. Cette puissance modifie le régime lié à l'activité 2921 passant ainsi d'une rubrique Enregistrement à Déclaration avec Contrôle (<3 000 kw). Le référentiel lié à l'inspection sera ainsi l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 applicable au régime de la Déclaration.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : surveillance et formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le personnel de la société exploitant le système a été formé le 09 novembre 2021 (au total 7 personnes); leurs formations répondent aux éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions de l'AMPG du 14/12/2013.
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : connaissance des produits, étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Biocides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les</p>

risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Constats :

L'exploitant utilise les produits suivant dans le cadre du bon fonctionnement de sa TAR:

- BWT CS 2001+MB: inhibiteur d'entartrage/phosphates/biodispersant
- BWT CS 3015: Biocide oxydant
- BWT CS 3001 Biocide non oxydant

L'exploitant a communiqué les Fiches de données sécurités à jour des produits utilisés; celles-ci sont disponibles directement dans le local de traitement.

Les bidons portent en caractères très lisibles le nom des produits, symbole de danger conformément à la réglementation.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 a)

Thème(s) : Risques chroniques, TAR

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant communique à l'inspection l'AMR révisée le 02 février 2025 qui comporte les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eaudu circuit de refroidissement.

L'AMR est complétée par le dossier technique spécifique à la tour aéroréfrigérante 904 b actualisé le 19/08/2025 et comporte les points suivants :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage,

L'analyse méthodique des risques est conforme à l'AMPG

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : procédure d'arrêt immédiat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 c)

Thème(s) : Risques chroniques, TAR

Prescription contrôlée :

<p>Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; [...]
<p>Constats :</p> <p>La procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la tour (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est écrite dans le document technique de la TAR 904b.</p> <p>Pas d'écart constaté</p> <p><i>Nota: L'arrêt électrique de la TAR n'est pas clairement matérialisé sur l'armoire électrique; pour plus de visibilité, l'inspection invite l'exploitant à réaliser un affichage plus alertant sur la coupure électrique de la TAR.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : redémarrage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 c)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le redémarrage de l'installation pour la TAR 904b a eu lieu le 21 aout 2025 (arrêt durant 3 semaines).</p> <p>Le prélèvement pour analyse en Legionella pneumophila a été fait le 26 aout 2025 soit dans le délai imposé par l'AMPG.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : fréquence d'analyses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 a)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum</p>

bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant communique l'ensemble des analyses réalisées pour 2025. L'exploitant dépose sur GIDAF les informations liées aux résultats de ses prélèvements. Les prélèvements sont actuellement mensuel du fait que l'ensemble des installations étaient sous le régime de l'Enregistrement. Suite à l'arrêt de la TAR 903 et au passage sous la puissance de 3000 kW (régime à Déclaration) ainsi qu'au courrier du 18 août 2025, l'exploitant pourra s'il le souhaite adapter la fréquence de prélèvement .</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : résultats de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 d)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - coordonnées de l'installation ; - date, heure de prélèvement, température de l'eau ; - date et heure de réception de l'échantillon ; - date et heure de début de l'analyse. - nom du préleveur ; - référence et localisation des points de prélèvement ; - aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; - pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ; - nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ; - date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a contrôlé le rapport d'essai MS25-03184 du 24 juin 2025 rédigé par la société SGS accrédité COFRAC.</p> <p>Le rapport d'analyse comporte l'ensemble des informations réglementaires conformément à l'AMPG du 14/12/2013.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 V
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. <p>Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 18 février 2025 à l'inspection, le bilan annuel 2024 sur les TAR en fonctionnement (903 et 904B).</p> <p>Par sondage, l'inspection a consulté le résultat définitif de l'analyse relatif au prélèvement du 03 juin 2025 réalisé par la société SGS ; celui-ci est de 8 UFC/L (<100 UFC/L)</p>
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation et aux locaux techniques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les installations composant la TAR sont totalement en extérieur.</p> <p>La TAR se situe en hauteur et en position centrale du périmètre de l'ICPE.</p> <p>Le seul moyen d'accès est par un portillon.</p>

Ainsi l'accès n'est pas accessible aux personnes étrangères à l'établissement.
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>[...]</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence de rétentions dimensionnées sous chaque produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol.</p> <p>Chaque rétention est indépendante et associé à un produit liquide spécifique.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : réserve de produits de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)
Thème(s) : Produits chimiques, TAR

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de plusieurs bidons d'avance sur site par catégorie de produit nécessaire pour faire face à un besoin urgent ou a des irrégularités d'approvisionnement.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>